ATELIER THÉMATIQUE : N°5 - TRANSFORMATION POLITIQUE, DÉSORDRE INFORMATIONNEL, DYNAMIQUE SOCIALE ET PAIX

TITRE DE LA COMMUNICATION :
Comprendre la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique : approche interdisciplinaire

AUTEUR :
Zanfongnon Serge Eric MIGAN
Université du Québec à Montréal, Canada – migazes@gmail.com

RÉSUMÉ :

Cette étude interdisciplinaire analyse les dynamiques de la cohésion sociale et de la stabilité politique en Afrique en se basant sur les concepts de capital social et de contrat social. Elle met en lumière les réformes mises en place au Kenya, en Afrique du Sud, au Rwanda et au Nigéria, à la suite d'événements tels que les violences électorales, l'apartheid, le génocide et les tensions ethniques. Ces réformes ont contribué à des transformations politiques et sociales importantes favorisant la stabilité nationale. Les mouvements de contestation au Cameroun et au Mali, ainsi que les défis de paix au Burkina Faso et en République Démocratique du Congo, sont également analysés. Les résultats soulignent l'importance des politiques inclusives, de la réduction des inégalités et de la gestion efficace des ressources et des conflits. Les recommandations insistent sur le renforcement des institutions démocratiques, la promotion de la participation citoyenne et des interventions internationales ciblées pour promouvoir une stabilité durable et une cohésion sociale renforcée.

MOTS CLÉS :
Cohésion sociale, stabilité politique, paix, Afrique

TEXTE PRINCIPAL DE LA COMMUNICATION :

Introduction :

La cohésion sociale et la stabilité politique constituent des objectifs primordiaux pour tout État, particulièrement en Afrique où les diversités ethniques, les disparités économiques et les tensions politiques sont omniprésentes. Comprendre que la cohésion sociale et la stabilité politique sont des éléments fondamentaux pour garantir le bon fonctionnement et la paix dans une société est crucial.

Comment les transformations politiques, les dynamiques sociales et les défis de paix interagissent-ils pour influencer la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique ?

Pour répondre à cette question, nous avons adopté une approche méthodologique combinant des techniques qualitatives et quantitatives. Nous avons administré des questionnaires aux principaux acteurs tels que les décideurs politiques et les représentants de la société civile, permettant ainsi la collecte de données diversifiées et substantielles sur les perceptions et pratiques relatives à la cohésion

sociale et à la stabilité politique dans divers pays africains, notamment l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Mali, le Nigéria, le Rwanda et la République Démocratique du Congo. Cette collecte de données empiriques a été complétée par une analyse documentaire des transformations politiques récentes en Afrique, intégrant des rapports gouvernementaux, des études académiques et des articles de presse. Cette approche duale vise à contextualiser les transformations observées et à identifier les principaux acteurs et enjeux, offrant ainsi une compréhension approfondie et nuancée des dynamiques en jeu. Notre analyse révèle que les dynamiques influençant la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique sont profondément interconnectées. Les réformes institutionnelles et le dialogue social, comme l'illustrent les initiatives au Kenya après les violences post-électorales de 2007-2008, sont cruciaux pour promouvoir la cohésion sociale. Les transitions politiques, telles que les réformes post-apartheid en Afrique du Sud et les initiatives de réconciliation au Rwanda post-génocide, montrent l'importance des politiques inclusives et transparentes. Les dynamiques sociales, comme les mouvements de protestation au Cameroun et au Mali, et les défis de paix, tels que les insurrections djihadistes au Burkina Faso et les conflits armés en RDC, perturbent la cohésion sociale et nécessitent une gestion efficace des ressources et des conflits.

Cette communication, inscrite dans l'atelier thématique n°5 - «Transformation politique, désordre informationnel, dynamique sociale et paix», a pour objectif de fournir une analyse interdisciplinaire des dynamiques influençant la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique, en s'appuyant sur des concepts de science politique, de sociologie et d'études de paix. Elle vise à éclairer les politiques et les pratiques nécessaires pour renforcer la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique, en intégrant des stratégies de réconciliation, de dialogue interethnique, de lutte contre la corruption et de promotion des droits humains.

Littérature conceptuelle et approche interdisciplinaire :

Cette étude s'articule autour de concepts clés issus de la science politique, de la sociologie et des études de paix et de conflits pour analyser les dynamiques influençant la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique. La cohésion sociale, intrinsèquement liée au concept de capital social, s'est imposée comme un objectif politique central en Europe, comme le stipule le Conseil Européen de Lisbonne (2000). Le Conseil de l'Europe la définit comme la capacité d'une société à garantir le bien-être de tous ses membres tout en minimisant les disparités. Sanderson (2000) et Jenson (1998) la conçoivent comme un ensemble de processus assurant l'égalité des chances et des conditions, fondée sur des valeurs partagées et un sentiment de participation commune.
D'un autre côté, la stabilité politique, selon Ali Mazrui (1986), est la capacité d'un État à maintenir un ordre cohérent face aux défis internes et externes, reposant sur l'intégration des diverses communautés ethniques et la gestion efficace des ressources et des conflits. Chinua Achebe (1983) la perçoit comme le fruit d'une gouvernance inclusive et transparente, respectant les traditions et aspirations des différentes cultures, indissociable de la justice sociale et de la participation active des citoyens.

L'apport de la sociologie à cette analyse est substantiel. Émile Durkheim (1983), l'un des pionniers de la sociologie moderne, a largement contribué à la compréhension de la cohésion sociale par sa théorie de la solidarité sociale. Il affirme que la cohésion sociale est cruciale pour le bon fonctionnement de la société et que sa perturbation peut mener à l'anomie, une situation où les normes sociales sont affaiblies ou absentes. Pierre Bourdieu (1986) renchérit en soulignant que les inégalités dans la distribution des capitaux affectent la cohésion sociale, une société avec une répartition plus équitable des capitaux tendant à être plus cohésive. Les philosophes du contrat social apportent également des éclairages pertinents sur la cohésion sociale. Thomas Hobbes (1651) postule que la cohésion sociale est maintenue par un contrat social où les individus renoncent à certaines libertés en échange de la sécurité et de l'ordre fournis par un pouvoir souverain. John Locke (1690) propose une vision plus libérale du contrat social, reposant sur le consentement des gouvernés et la protection des droits naturels (vie, liberté, propriété). Jean-Jacques Rousseau (1762) argue que la cohésion sociale est fondée sur la volonté générale, où les individus participent activement à la formation des lois et des politiques qui régissent la société.

En synthèse, cette approche interdisciplinaire, intégrant les perspectives de la science politique, de la sociologie et des études de paix et de conflits, est indispensable pour saisir pleinement les interactions complexes et élaborer des politiques efficaces visant à promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.

Méthodologie de la recherche :

Pour étudier la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique, nous avons adopté une approche méthodologique combinant des techniques qualitatives et quantitatives. Nous avons administré des questionnaires aux principaux acteurs tels que les décideurs politiques, et les représentants de la société civile, permettant ainsi la collecte de données diversifiées et substantives sur les perceptions et pratiques relatives à la cohésion sociale et à la stabilité politique dans divers pays africains, notamment, l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Cameroun, le Kenya, le Mali, le Nigéria, le Rwanda, la République Démocratique du Congo. Cette collecte de données empiriques a été complétée par une analyse documentaire des transformations politiques récentes en Afrique, intégrant des rapports gouvernementaux, des études académiques et des articles de presse. Cette approche duale vise à contextualiser les transformations observées et à identifier les principaux acteurs et enjeux, offrant ainsi une compréhension approfondie et nuancée des dynamiques en jeu.

Interrelations des dynamiques politiques, sociales, et culturelles dans la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique : Une analyse empirique

L'analyse des dynamiques influençant la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique révèle une interaction de facteurs politiques, sociaux et culturels. Les concepts de capital social, de solidarité sociale et de contrat social ont permis de comprendre ces dynamiques. Empiriquement, l'étude se concentre sur nos pays d'étude africains, chacun illustrant des enjeux spécifiques et des réponses distinctes aux défis de cohésion et de stabilité.

Réformes institutionnelles et dialogue social : Le Kenya a connu des violences post-électorales en 2007-2008, qui ont révélé les profondes divisions ethniques et politiques du pays. En réponse, le gouvernement kenyan a mis en place des réformes institutionnelles et des initiatives de dialogue interethnique pour promouvoir la cohésion sociale. La création de la Commission nationale pour la cohésion et l'intégration (NCIC) a été un pas significatif vers la promotion de l'unité nationale. Cependant, les tensions ethniques et politiques persistent, soulignant la nécessité d'efforts continus pour renforcer la cohésion sociale.

Transformations politiques : Les transitions politiques, telles que les transitions démocratiques et les réformes constitutionnelles, sont des variables cruciales. L'Afrique du Sud offre un autre exemple intéressant avec la Commission Vérité et Réconciliation (CVR), établie après la fin de l'apartheid. La CVR a permis de documenter les violations des droits humains commises pendant l'apartheid et de promouvoir la réconciliation à travers un processus de vérité et de pardon. Cependant, les inégalités socio-économiques persistantes et la corruption représentent encore des défis majeurs pour la cohésion sociale et la stabilité politique en Afrique du Sud. Concernant le Rwanda post-génocide, il est essentiel de noter que ce pays a mis en place des réformes visant à renforcer l'unité nationale. Selon les données de la Banque Mondiale (2020), le Rwanda a affiché un taux de croissance annuel moyen de 7,5 % entre 2000 et 2019, soutenu par des politiques inclusives et des réformes structurelles. La mise en place des Gacaca courts et des politiques de réconciliation nationale a favorisé la cohésion sociale et la stabilité politique. Malgré ses défis internes, le Nigéria montre comment les réformes électorales peuvent influencer la stabilité politique. Par exemple, les élections de 2015, largement considérées comme transparentes et équitables, ont renforcé la légitimité du gouvernement. Cependant, les tensions ethniques et la corruption demeurent des obstacles majeurs, comme l'illustre la violence post-électorale de 2011 qui a fait plus de 800 morts (Human Rights Watch, 2011).

Dynamiques sociales : Les dynamiques sociales jouent un rôle prépondérant dans la cohésion. Par exemple, le Cameroun a récemment été témoin de mouvements de protestation liés aux inégalités socio-économiques et aux tensions linguistiques entre les régions anglophones et francophones. Le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2019) indique que les inégalités de revenu au Cameroun sont parmi les plus élevées d'Afrique centrale, exacerbant les tensions sociales. Les travaux de Bourdieu (1986) sur la distribution inégale des capitaux sociaux et économiques s'appliquent directement à ces contextes, montrant que des sociétés plus égalitaires tendent à être plus cohésives. Le Mali a connu des mouvements de protestation importants, notamment en 2020, contre la corruption et la mauvaise gouvernance. Ces manifestations ont conduit à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta. Cette situation démontre que les inégalités et la perception d'injustice peuvent catalyser des mouvements sociaux significatifs, affectant la cohésion et

la stabilité politique.

Défis de paix : Les conflits armés et le terrorisme sont des défis majeurs pour la stabilité politique et la cohésion sociale. Confronté à une insurrection djihadiste depuis 2015, le Burkina Faso illustre comment l'insécurité perturbe le tissu social. Selon l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, 2020), les attaques terroristes ont déplacé plus d'un million de personnes, créant des divisions profondes au sein de la société. Les théories de Mazrui (1986) et Olonisakin (2011) sur la gestion des conflits et l'intégration des communautés ethniques sont particulièrement pertinentes ici. La RDC a été marquée par des conflits armés prolongés, en particulier dans les régions de l'Est. Selon l'International Crisis Group (2020), ces conflits ont entraîné des déplacements massifs de population et des violations des droits de l'homme. Les efforts de paix, tels que l'Accord de Lusaka (1999) et les missions de maintien de la paix de l'ONU, ont montré des résultats mitigés. Les théories sur la gestion des ressources et l'intégration communautaire sont essentielles pour comprendre ces dynamiques.

Implications politiques : Les résultats de cette étude ont des implications politiques significatives. Premièrement, les politiques doivent être inclusives et transparentes pour renforcer la cohésion sociale. Les réformes politiques, comme celles observées au Rwanda, montrent que l'inclusion et la transparence peuvent promouvoir la paix et la stabilité. Deuxièmement, la réduction des inégalités socio-économiques est cruciale. Les données sociologiques montrent que les sociétés plus égalitaires, comme le suggère Bourdieu, ont une cohésion sociale plus forte. Enfin, la gestion efficace des ressources et des conflits est essentielle. Les approches de Mazrui et Olonisakin soulignent l'importance d'intégrer diverses communautés ethniques et de gérer efficacement les ressources pour maintenir la stabilité.

Solutions proposées et recommandations

1. Renforcement des institutions démocratiques : Les États africains doivent renforcer leurs institutions démocratiques pour garantir des transitions politiques inclusives et transparentes. Les exemples du Rwanda et du Nigéria montrent que des réformes électorales et constitutionnelles inclusives peuvent promouvoir la stabilité.

2. Réduction des inégalités socio-économiques : Les gouvernements doivent mettre en place des politiques visant à réduire les inégalités de revenu et à promouvoir une répartition plus équitable des ressources. Les données du PNUD et les théories de Bourdieu soutiennent l'idée que l'égalité économique est cruciale pour la cohésion sociale.

3. Gestion efficace des conflits et des ressources : Les États doivent élaborer des stratégies pour gérer efficacement les conflits et les ressources naturelles. Les approches de Mazrui et Olonisakin suggèrent que l'intégration des diverses communautés ethniques et la gestion durable des ressources sont essentielles pour maintenir la stabilité.

4. Promotion de la participation citoyenne : Les philosophes du contrat social, tels que Rousseau, insistent sur l'importance de la participation active des citoyens à la gouvernance. Les États africains doivent encourager la participation citoyenne pour renforcer la cohésion sociale et la légitimité politique.

5. Interventions internationales ciblées : Les institutions internationales doivent soutenir les efforts nationaux en fournissant une assistance technique et financière pour les réformes politiques et économiques. Les études de cas montrent que l'intervention internationale peut être bénéfique si elle est bien ciblée et respectueuse des contextes locaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

1. Achebe C., 1983, *The Trouble with Nigeria,* Oxford, Heinemann Educational Publishers.
2. Bourdieu P., 1986, « The Forms of Capital », in J. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education,* New York, Greenwood, p. 241-258.
3. Durkheim É., 1983, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France.
4. Mazrui A., 1986, *The Africans: A Triple Heritage, Boston*, Little, Brown and Company.
5. Rousseau J.-J., 1762, *Du contrat social*, Amsterdam, Marc-Michel Rey.